

Colonies françaises : « Nous rejetons les rapports coloniaux et sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »

vendredi 14 avril 2017, par [CELLIER Franck](#), [POUTOU Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 10 avril 2017).

Philippe Poutou, du Nouveau Parti Anticapitaliste sait qu'il ne sera pas élu président de la République. Mais la campagne présidentielle lui permet de porter son message contre l'exploitation et le colonialisme. Pour lui, « le début de la solution », c'est, comme en Guyane, lorsque les peuples entrent en lutte.

Franck Cellier - Êtes-vous déjà venu à La Réunion, y avez-vous des attaches et quelle perception avez-vous de notre île ?

Philippe Poutou - Je ne suis jamais venu chez vous et n'y ai aucune attache. Mais j'ai quand même le souvenir d'un très bon copain intérimaire qui est Réunionnais. On était collègue en 1994-1995 dans une boîte de pré- paration de commandes, coude à coude pour revendiquer face à nos patrons. J'avais un peu discuté avec lui à l'époque et j'ai donc l'image d'une île avec vachement de chômage et des revenus très faibles. Elle entretient des rapports coloniaux avec la France qui dirige et qui impose sans lui accorder les mêmes droits. C'est l'image que j'ai de l'outre-mer, un reste de l'empire colonial français.

Le NPA a-t-il encore des représentants à La Réunion ?

Nous faisons le choix de ne pas ressembler aux autres partis. Nous rejetons les rapports coloniaux et sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais nous avons des liens avec des camarades qui militent dans des syndicats ou dans une gauche anticapitaliste et révolutionnaire. À La Réunion il y a le NPAR, ce sont des copains mais ils sont complètement autonomes.

Devant l'assemblée des maires vous avez plaidé pour l'émancipation et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à propos de l'outre-mer. En quoi La Réunion devrait-elle, selon vous, s'émanciper de la France ?

La base d'une démocratie réelle, c'est le droit à l'autodétermination pour que les peuples s'organisent par eux-mêmes pour vivre mieux. La Réunion a-t-elle la capacité de vivre seule, sans lien avec la France ? Ça se discute, notre démarche pose en tout cas la question.

Ce serait évidemment compliqué de couper les liens mais la France a quand même pillé ses ex-colonies pendant des siècles et elle a un devoir de réparation. Elle doit au moins donner les moyens à ces peuples de vivre de manière autonome dans un rapport d'égalité, sans oppression et sans un détournement des richesses qui se poursuit.

Quand vous parlez d'exploitation des richesses au présent, vous pensez à la canne à sucre pour La Réunion ?

On sait bien que les pays impérialistes ont considéré les colonies comme leurs jardins et ce n'est pas fini. En général, la puissance coloniale détournait à son profit une monoculture ou l'exploitation d'une mine comme en Nouvelle Calédonie. À La Réunion, vous avez la canne à sucre et peu de possibilités de diversification pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Je ne veux pas passer pour celui qui sait tout mais, oui, vous êtes sous l'emprise des capitalistes de l'agroalimentaire qui vous imposent beaucoup d'importations.

La décolonisation, que défend le NPA, est-elle envisageable sans l'accord populaire dans des îles comme Mayotte ou La Réunion qui ont toujours exprimé très majoritairement leur attachement à la France ?

C'est pour cela que nous discutons davantage du droit à l'autodétermination que de l'indépendance. Les revendications d'indépendance ou d'autonomie ont quasiment disparu car les gens craignent que cela entraîne une vie encore plus dure. En quelques décennies nous avons assisté à une sacrée perte de conscience de classes. Les peuples ne revendiquent même plus pour leur propre intérêt. C'est un vrai recul politique.

« Le problème n'est pas de s'excuser mais de payer »

Applaudissez-vous Emmanuel Macron lorsqu'il déclare que la colonisation a été un crime contre l'humanité ?

On ne va pas applaudir (rires), mais il a raison là-dessus. On voit bien là, quand même, son côté démagogique. Macron dit un truc et le lendemain il dit l'inverse. Oui comme l'esclavage, la colonisation est un crime contre l'humanité. Les guerres coloniales ont fait un million de morts au moins. Le problème de la réparation est posé et dans certains endroits, ça se discute, comme en Kanaky. Le problème n'est pas de s'excuser, mais de reconnaître ces crimes et de payer.

Avez-vous suivi l'affaire des « enfants de la Creuse » qui ont commencé à obtenir réparation ?

Non, je ne le savais pas. Tant mieux, ça fait partie des batailles qu'il faut mener.

Avez-vous un plan d'urgence pour les territoires ultramarins qui affichent des taux de chômage et taux de pauvreté hors norme ?

Nous mettons en avant un programme d'urgence qui devrait s'appliquer, encore plus, à La Réunion ou en Guyane qui se mobilise actuellement. Nous proposons un revenu décent minimum pour tout le monde à hauteur d'un Smic à 1 700 €. Mais je sais que chez vous le coût de la vie est plus important donc il faudra discuter de la somme. Et pour créer de l'emploi, nous ferons des embauches dans les services publics, nous développerons des structures de santé et de transports qui sont encore largement insuffisantes. Pour protéger les salariés, nous interdirons les licenciements.

On le voit en Guyane aujourd'hui. Ça arrive parfois à La Réunion. Comment la révolte que vous encouragez, peut-elle déboucher sur un avenir meilleur ?

C'est vrai que beaucoup de luttes échouent et n'aboutissent pas à des progrès. La révolte de la Guyane est, pour nous, réjouissante même si nous ne défendons pas a priori certaines des revendications des 500 frères.

Une population qui relève la tête et s'organise est une population qui prend son destin en main. Les médias et l'idéologie dominante considèrent que la crise réside dans le blocage et la grève générale. Ils trouvent que c'est un problème quand les gens se battent. Mais non ! La crise, c'est la souffrance des gens qui sont sous le seuil de pauvreté. Le combat, c'est le début de la solution. 15 000 à 20 000 personnes dans la rue, c'est une bonne nouvelle. On imagine bien les gens discuter et poser les problèmes... On espère qu'ils seront assez costauds pour imposer ce qu'ils demandent sur l'éducation, la santé, etc.

Vous reconnaissez-vous dans la loi pour l'égalité réelle de la ministre réunionnaise Ericka Bareigts ? Correspond-elle à l'égalité réelle que vous a chez dans votre programme contre les discriminations ?

Pas du tout. Le gouvernement socialiste a pondu une série de lois au nom du progrès social et de l'égalité alors qu'il faisait l'inverse. Au mieux, c'est une opération de bluff. L'égalité réelle, c'est à tous les niveaux qu'il faut la réclamer immédiatement. Et on est loin du compte.

« L'égalité réelle, au mieux, c'est une opération de bluff ».

Dans votre projet internationaliste, comment voyez-vous l'intégration de La Réunion à son environnement géographique (Madagascar, Maurice, Afrique...) ?

La logique voudrait déjà que La Réunion ne soit pas intégrée à l'Europe. Les zones de coopération économique doivent forcément être géographiques malheureusement, le monde capitaliste a encouragé la concurrence entre les peuples plutôt que la coopération. Il faudrait imposer une véritable solidarité, de l'entraide, de la coopération.

« Vous nous retrouverez dans la rue. Ça ne va pas traîner »

Vous comprenez la peur que suscite l'ouverture des frontières...

Plus les gens se sentent fragiles face à la précarité, plus ils se sentent menacés par les migrants. Qu'on soit à La Réunion ou en Guyane, il ne faut pas voir le migrant de Madagascar ou du Surinam comme un ennemi, mais plutôt discuter des responsabilités qu'ont les exploiters et les possédants dans la crise que nous subissons ; on n'a rien à gagner dans ces conflits entre opprimés. Il faut reconnaître que faire passer l'immigré comme un problème profite à Le Pen que tout le monde voit au second tour.

La menace Le Pen va-t-elle vous inciter à donner une consigne pour le second tour ?

En 2012, on avait appelé à « se débarrasser de Sarkozy ». La stratégie, ça se discute. Par exemple, Lutte ouvrière, l'autre courant révolutionnaire de France, appelait à voter ni pour l'un ni pour l'autre. Cette fois-ci, on s'attend à un deuxième tour de m... D'un côté Le Pen, quasi sûr, et de l'autre côté Macron ou Fillon. Une droite réactionnaire agressive contre un ultralibéral qui ne fera qu'aggraver la situation pour des millions de gens et renforcera le terreau de l'extrême droite.

C'est terrible, Macron apparaît comme « le barrage au Front national » alors qu'il ne peut, objectivement, pas l'être. On verra comment se « démerder » avec cette situation-là. Nous, notre combat sera quotidien contre le patronat, la politique libérale et cette société profondément injuste.

Comment expliquez-vous le décalage entre votre forte cote de sympathie et vos maigres résultats électoraux ?

La candidature ouvrière est une image qui fait du bien. La crise est tellement brutale face à une

richesse indécente et face aux affaires Fillon, Macron, Le Pen, qu'on exprime une colère ressentie par beaucoup de gens. Mais on n'apparaît pas comme un vote utile. Les gens ont l'idée de voter efficace et tactique. Ils se déterminent par rapport aux sondages.

Entre deux élections présidentielles, on ne vous entend plus.

C'est pour ça qu'on ne veut pas rater la visibilité d'une élection. Même si on n'arrive pas à le traduire électoralement, ça laisse des traces dans la tête des gens. On espère leur redonner l'envie de s'organiser pour les futures batailles sociales. Si Macron prend le pouvoir, vous nous retrouverez dans la rue. Ça ne va pas traîner, ça va aller plus vite qu'avec Hollande et le PS.

P.-S.

* Le Quotidien de La Réunion. Reproduit sur :

<https://poutou2017.org/actualite/nous-rejetons-les-rapports-coloniaux-et-sommes-pour-le-droit-des-peuples-disposer-deux>